le prolétaire

DECEMBRE N 49

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (Programme Communiste)

~~Octobre~~ 1967 - 5me Année - ~~N° 47~~

Le numéro : 0,50 F — 5 F.B.
Abonnement annuel .. 5 F. - 50 FB
Abonnement de soutien 12 F. - 120 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

L'icône inoffensive

LE journal **Le Monde** a consacré, le 7 novembre dernier, huit grandes pages à la Révolution d'Octobre 1917 et au demi-siècle d'histoire qui nous en sépare. A la lecture de ce document on peut mesurer les progrès accomplis par le journalisme bourgeois dans le domaine des "choses russes". On est loin de l'imagerie d'Epinal qui avait cours, il y a dix ans à peine, lorsque le culte du "père des peuples" n'était pas encore totalement déboulonné. Nos russologues occasionnels savent aujourd'hui comment et pourquoi Lénine et Trotsky "firent" octobre. Ils n'ignorent pas que ces géants, auprès desquels pâlissait la silhouette faussement martiale de Joseph Djougachvili, avaient en vue la **révolution mondiale** et non pas le "socialisme en un seul pays". Ils ne méconnaissent rien de cette colossale gageure, des difficultés insurmontables qu'elle soulevait, mais aussi du péril mortel frôlé, il y a cinquante ans, par la classe qui les paie. Ils ont lu les "auteurs maudits", Trotsky tout le premier. Ils se sont appropriés sans façon les vérités qui coûtèrent la vie à nombre de révolutionnaires obscurs. Avec la permission de M. Khrouchtchev, ils compulsent ces vérités, s'y réfèrent, les citent, parvenant ainsi à une reconstitution pas trop inexacte de la révolution de novembre et de ses suites immédiates. En somme, à leurs yeux, Octobre est "tombé dans le domaine public". C'est peut-être la preuve la plus flagrante de la victoire historique du capitalisme sur le prolétariat que cette aptitude de la presse bourgeoise à rendre compte avec une certaine objectivité de la secousse sociale formidable qui la fit si longtemps trembler.

Certes même dans cet hommage gratuit à un héroïsme défunt subsistent quelques flèches empoisonnées. **Le Monde**, à propos de la victoire bolchevique d'Octobre, célèbre « l'organisation et la science incomparable de la conspiration » qui, à ses yeux, décidèrent du sort de la bataille révolutionnaire. C'est là une contribution astucieuse à la manœuvre qui consiste à faire disparaître, derrière le prestige et l'habileté de quelques chefs, tout ce qu'une révolution sociale comporte de collectif, d'impersonnel et d'historiquement nécessaire. Mais il y a pire en cette matière et ce n'est pas ce que nous chicanerons. D'autre part, nous admirons trop cette faculté prodigieuse des dirigeants d'Octobre de voir au-delà, dans le temps et l'espace, des limites matérielles étroites imposées à la révolution russe, pour ne pas souscrire à l'affirmation : « Si Lénine ne s'était pas lancé dans l'aventure avec une audace incroyable la révolution d'Octobre n'aurait pas eu lieu ». Nous savons également que Lénine fut souvent "en avance" sur les cadres bolcheviques, tant au moment des "Thèses d'Avril", vigoureux "coup de barre" contre l'orientation capitularde des Staline-Molotov, qu'à la veille même de l'insurrection, lorsque la décision suprême ne fut prise, au comité central du parti, qu'avec quelques voix de majorité, et difficilement conquises. Aussi ne ferons-nous aucune difficulté pour reconnaître, avec **Le Monde**, qu'un « Etat-major qui n'était même pas d'accord avec la hiérarchie officielle du parti avait **forcé le destin** en novembre 1917 ». Nous ne contestons pas que la conscience de classe, dans des circonstances déterminées, puisse se réduire à la conviction et à la volonté de quelques individus de même que la définition précise de la **nature d'une révolution** puisse, à un moment donné, dépendre de la clairvoyance d'un seul homme. L'essentiel n'est pas là, mais dans la rigueur de cette définition et, à propos de la révolution d'Octobre, de la réponse à cette question : a-t-on le droit de juger le **communisme** au vu et au su de ce qui se passe dans la Russie actuelle, produit direct de la contre-ré-

(Suite en page 3)

LE MANS...

Une fois de plus les opportunistes ont changé leurs mots d'ordre pour ne pas perdre la face devant une combativité accrue du prolétariat. Une fois de plus ils ont saboté la lutte lorsque celle-ci emploie l'action directe. Une fois de plus ils affichent leurs regrets et leurs pleurnicheries devant l'éclatement de la violence de classe. Les derniers événements du Mans sont là pour le prouver.

Depuis la fin des vacances, la "gauche démocratique", P.C.F. en tête, et les syndicats, font campagne contre les ordonnances gouvernementales sur la Sécurité Sociale. A cet effet, les syndicats ont organisé, au début du mois d'octobre, une semaine d'action qui consistait en une série de débrayages, manifestations, délégations, pétitions, etc... région par région, ville par ville, ce qui a provoqué dans les rangs du prolétariat certains remous combatifs et réveillé d'autres revendications autrement plus importantes que la défense de "notre Sécurité Sociale", à savoir : la question du relèvement des salaires de la province au niveau de ceux de la région parisienne, la question des licenciements liée à celle de la durée du travail. Ce sont ces revendications qui ont pris la place de "la lutte contre les ordonnances" dans certaines régions et particulièrement au Mans (chez Renault, Glaenzer, Ohmic, Jeumont-Schneider et Schneider-télévision entre autres).

L'augmentation des salaires allait donc devenir le principal mot d'ordre des syndicats dans cette dernière région. Ceux-ci continuèrent l'organisation de débrayages, manifestations, etc., usine par usine, suivant leur bonne habitude. Déjà, au cours de ces manifestations, des incidents s'étaient produits avec les forces de police les 2 et 10 octobre. Devant cette combativité accrue des ouvriers, la préfecture interdisait une manifestation centrale organisée par les syndicats pour la journée du 26 octobre. Ceux-ci s'inclinèrent docilement : « la manifestation centrale (dont le premier mot d'ordre était l'abrogation des ordonnances) ayant été interdite par le représentant du gouvernement, les U.D., C.G.T. et C.F.D.T. avaient pris la décision raisonnable (souligné par nous, N.D.R.) d'appeler à des débrayages massifs à partir de 15 heures et de tenir cinq rassemblements par groupes d'entreprises » (Humanité du 27 octobre 1967). Là les opportunistes sont pris entre deux feux : d'un côté les sollicitations pressantes des prolétaires dont il faut bien tenir compte sous peine de perdre leurs suffrages et de l'autre côté, le rappel, par l'Etat bourgeois, au respect de l'ordre ; ordre pour lequel nos chers opportunistes ont un respect quasi-religieux. D'où "la décision raisonnable" de partager la poire en cinq. « Ce pouvoir qui a voulu interdire une manifestation ne pourra éviter qu'il y en ait plusieurs » (Humanité du 26 octobre 1967), dit-on avec l'arrière-pensée qu'ainsi les risques de troubler l'ordre seront écartés. Mais, pour le Préfet il en allait tout autrement : il interdisait également les manifestations en cinq points différents et prenait la décision de mettre en place un important contingent de C.R.S. et de gendarmes mobiles. Et le jour fatidique arriva : débrayages le matin, puis l'après-midi débrayage général dans l'ensemble des entreprises suivi des cinq rassemblements prévus (7.000 métallurgistes dans un coin, 3.000 dans un autre, 1.500 employés des mutuelles dans un troisième. etc...). Chacun des groupes de manifestants trouva bien entendu sur son passage des forces de police et là les bagarres éclatèrent. Sur le déroulement de ces bagarres, L'Humanité ne donne pas de détails, mais pleurniche et regrette : « Tout se serait passé normalement **(souligné par nous. NDR), sans une présence massive près des rassemblements, dans toutes les rues du Mans, de milliers de C.R.S., un**

(Suite en page 3).

En Angleterre

Le "socialisme" de gouvernement et les dockers

Dans ses efforts désespérés pour insuffler un regain de vie au vieux lion capitaliste britannique, le travaillisme wilsonien vient de subir une défaite d'autant plus réconfortante aux yeux des révolutionnaires marxistes qu'elle marque en même temps une étape qui peut être décisive dans le détachement des prolétaires anglais de leurs organisations syndicales traditionnelles.

Nous voulons nous arrêter sur la récente grève des dockers des deux principaux ports britanniques de Londres et Liverpool. Dans le cas du dernier port cité c'est en fait une grève de plus de huit semaines qui a eu lieu, menée par près de 9.000 ouvriers, tandis qu'à Londres elle a vu un nombre légèrement inférieur (environ 7 à 8.000) en lutte pour une période plus étendue et qui d'ailleurs n'est pas encore entièrement terminée.

Dans le cas des deux ports, l'élément le plus frappant est l'unification de la lutte, non pas seulement contre le patronat ou le Gouvernement, mais surtout contre les centrales syndicales. C'est aussi le premier exemple réussi d'une action coordonnée à l'échelon national d'un organisme "non officiel" né de la volonté de lutte des ouvriers, en dépit de l'opposition des centrales syndicales, des pressions, menaces et autres chantages qu'elles n'ont pas manqué d'exercer.

Avant pourtant d'en expliquer brièvement les aspects essentiels, et d'en dégager les leçons, importantes pour les perspectives de la seule reprise qui nous intéresse, celle de la construction d'un Parti révolutionnaire en Angleterre, il nous faut placer cette grève dans son contexte général.

Contrairement à toutes les industries modernes, jusqu'à ces dernières années la manutention des marchandises dans les ports est demeurée essentiellement un problème de force de travail humaine. C'est ainsi que pour l'Angleterre seule, ce sont plus de 60.000 dockers au travail dans une vingtaine de ports au moins. Tous sont groupés dans des syndicats, à concurrence de 56.000 au sein du plus puissant, T.G.W.U. (Transport & General Workers Union), une minorité au sein de la N.A.S.D. (National Amalgamated Stevedores & Dockers) et le reste dans trois autres unions, pourtant toutes affiliées au respectable T.U.C.

Donnons maintenant la parole au très honorable Mr. Swingler, Ministre d'Etat, rattaché au Ministère des Transports du gouvernement Wilson, parlant à Liverpool devant 200 représentants des industries d'exportation, membres des Chambres de Commerce, armateurs et manutentionnaires du Royaume-Uni :

« L'an passé, 200 millions de tonnes de marchandises, représentant environ 10.000 millions de livres sterling ont transité dans « les ports anglais. Le gaspillage, « des retards inadmissibles, l'insuffisance des moyens et l'absence « d'efficacité ont agi sur notre « économie nationale à la façon « d'un caillot que charierait un « corps humain, en retardant la « circulation de notre sang...

« La cause profonde des conflits « sociaux que nous avons connus « dans le passé réside dans la modification considérable de structure que les ports doivent enregistrer, à savoir passer d'une industrie à **force de travail** intensive à une industrie à **capital** investi dans des proportions gigantesques. »

Et nous y sommes ! Tout le problème est clair : il s'agit pour la bourgeoisie anglaise, dans le domaine de l'équipement portuaire comme dans tant d'autres, de s'assurer des positions concurrentielles avantageuses vis-à-vis des voisins et futurs partenaires européens. Aussi, un programme de construction d'installations pour des navires énormes apportant soit des cargaisons en vrac, soit des containers, et coûtant des centaines de millions de livres, est en cours de réalisation. D'ici trois ans, certains ports anglais nouveaux ne verront plus un docker travailler.

En vue de ces changements, et comme seconde étape puisque déjà entre 1958 et 1963 le rendement des opérations portuaires par docker est passé de 723 tonnes à 1.417 tonnes par homme et par an, il faut très rapidement avoir à disposition : « une force de travail plus « petite que présentement, mais « hautement qualifiée pour obtenir « que les navires modernes très « coûteux et à cargaison spécialisée, soient chargés ou déchargés « dans le minimum de temps » (Swingler dixit).

L'une des décisions, en date du 9 août 1966, et prise à la suite d'un rapport qui, entre autres recommandations, insistait sur la restauration et l'affermissement de l'autorité du syndicat le plus représentatif, la T.G.W.U., fixait au 18 septembre 1967 la mise en application d'un nouveau régime de travail dans les ports.

Les détails techniques de cette décision sont d'un intérêt nul en ce qui nous concerne et il nous suffit de savoir que le résultat principal de l'application de ce régime aura trois aspects :

1) Fixation d'un salaire hebdomadaire garanti, différent à Londres (16 livres) des autres ports (15) pour chaque docker.

2) Transfert obligatoire des doc-

(Suite en page 2)

PERMANENCES
A MARSEILLE
LE JEUDI 7 DECEMBRE
et
LE JEUDI 21 DECEMBRE
de 17 h. 30 à 19 h. 30
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4e étage)
LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

L'icône inoffensive

volution "stalinienne" ? C'est sur ce point que la presse bourgeoise en général et **Le Monde** en particulier utilisent un peu trop impudemment l'avantage qu'ils tirent de la victoire **matérielle** de la bourgeoisie sur le prolétariat.

***

Après les quelques colonnes consacrées à l'héroïsme d'Octobre vient en effet l'étude complexe de son bilan définitif. L'hommage à « l'audace inouïe » étant terminé, et donné le coup de chapeau cérémonieux à la « chimère révolutionnaire » des bolcheviks, **Le Monde** procède à l'analyse des résultats suivant une formule qu'on pourrait résumer ainsi : tout ce qui, dans Octobre, est **prolétarien** est décevant ; tout ce qui est positif est **bourgeois.** Il ironise avec une **objectivité** d'autant plus radieuse qu'elle est fondée. Lénine, rappelle-t-il, considérait le terme de « ministre » comme « abject ». Mais les actuels **commissaires du peuple** russes sont « redevenus des ministres » qui « vivent dans des gratte-ciel aux lignes gothiques ». La « révolution quinquagénaire »... « n'a plus le visage de sa jeunesse », « elle s'est assagie ». « Une nouvelle ère s'est ouverte, celle des fonctionnaires de la révolution, des experts-comptables, des jeunes savants et techniciens ». C'est la Russie d'aujourd'hui, la Russie des jeunes, qui « prennent l'Amérique pour modèle », qui sont « fascinés par le monde extérieur », qui « recherchent des vêtements de bonne coupe "à l'italienne", ou les jeans américains » qui, en somme, aspirent au "bien-être" des pays bourgeois si chèrement payé, **par le prolétariat** de tous les coins du monde, par la renonciation **à la révolution.**

Pour notre part, nous n'avons **pas attendu** l'ironie facile du **Monde** pour savoir ce qu'il était advenu des sacrifices inouïs du prolétariat russe, pour **identifier** socialement ces masses "parvenues" de l'ère stalino-khrouchtchévienne, plus avides de pacotille occidentale que de dignité de classe, plus soucieuses d'imiter la "civilisation" du napalm que la "barbarie" émancipatrice de leurs aînées. Octobre, en Russie comme ailleurs, on ne le célèbre que pour le bafouer : les bourgeois de gauche et de droite peuvent en prendre acte sans trop d'entorse à la vérité.

Ainsi une révolution qui devait abolir les classes n'a donc réussi qu'à créer de nouveaux privilégiés ? Une initiative surhumaine destinée à soulever le prolétariat **mondial** a dû se replier dans le cadre ingrat de ses limites nationales ? Une révolte suprême contre le capitalisme se résout en une servile **imitation** de ce qu'elle voulait abattre ? On promettait l'abolition du travail salarié, on a eu le productivisme et le stakhanovisme. On rêvait d'égalité humaine, on a récolté la hiérarchie la plus cynique. On désirait la fin des massacres, on a la fusée atomique et les "marines" à l'américaine. On célébrait l'homme nouveau, l'homme communiste, on trouve les hooligans ! Tant de mal, tant de sang pour en arriver là ! Ne valait-il pas mieux suivre la **bonne voie démocratique et parlementaire de l'Occident** si c'était, en définitive, **pour faire comme lui ?** Cette idée pernicieuse qui ronge les renégats du "communisme" moscovite, c'est la conclusion implicite des huit pages du **Monde** consacrées à la révolution russe.

Vous pouvez donc chanter victoire, messieurs les bourgeois. Malheur aux vaincus, c'est la loi de la guerre des classes comme de l'autre. Mais il y a dans votre **bilan russe** une astuce grossière que nous ne devons pas laisser passer. Vous laissez entendre que le communisme n'a pas tenu ses promesses ou, ce qui revient au même, qu'il a dû renoncer à ses chimères du début. Et vous prétendez pourtant le juger sur pièces, sur la base de ses résultats russes. De quel droit ? Vous n'avez en cette matière d'autre autorité que ce qu'en disent les pontifes du Kremlin et le fait, nullement probant, qu'une masse énorme, sans critère, sans formation, sans conviction de lutte sociale, les croit.

***

Mais cette mystification est nécessaire à la sauvegarde de la domination du capital. Il est vital pour elle que tous les exploités du monde soient persuadés que les "vues des bolcheviks" n'étaient que de folles utopies bien vite ramenées aux exigences "concrètes" et "réalistes" de la société bourgeoise. Et c'est le rôle de l'**intelligentsia** petite-bourgeoise de développer habilement ce thème : non parce qu'elle ignore les tares monstrueuses de cette même société, mais parce qu'elle la croit inexpugnable et n'a pas d'autre issue, en tant que catégorie **intermédiaire** entre capital et salariat, que de s'en accommoder. Son attitude à l'égard d'Octobre, faite tout à la fois d'admiration étonnée devant la "folie" insurrectionnelle du prolétariat du début du siècle et de résignation morbide à l'inutilité apparente de son sacrifice, ne peut aboutir, bon gré mal gré, qu'à ce pur mensonge : la Russie d'aujourd'hui est la continuation authentique, la seule continuation possible, de celle de 1917. Les rédacteurs du **Monde** n'ignorent rien pourtant des buts véritables de la révolution bolchevique et des raisons qui lui ont fait obstacle. Ils parlent « des illusions que les vainqueurs d'Octobre entretenaient sur l'imminence de la révolution en Allemagne, à leurs yeux condition **sine qua non** de la consolidation du bolchevisme en Russie ». Ils savent donc très bien que, sans cette condition, le bolchevisme ne pouvait « se consolider », c'est-à-dire demeurer au pouvoir et être fidèle à son programme de révolution mondiale. Ils n'en concluent pas moins, a propos du tournant stalinien **de 1926,** que la Russie, « de porte-drapeau de la révolution mondiale » qu'elle avait été jusqu'à cette date, était « devenue forteresse du socialisme ». De la IIIe Internationale, **créée,** disent-ils, « pour la révolution mondiale », ils constatent qu'elle a été transformée par Staline « en un instrument discipliné de sa politique étrangère ». Sur le **contenu** de cette politique étrangère stalinienne, ils ne laissent planer aucun doute : « Pour assurer la sécurité de son glacis, il (Staline) en **élimina non seulement les hommes politiques modérés et sociaux-démocrates, mais même les communistes qui,** pour **s'être battus sur place dans la** résistance, avaient acquis une notion de l'intérêt national qui ne cadrait pas nécessairement avec les impératifs de la diplomatie soviétique ».

Ainsi, selon les gens du **Monde,** d'une part la Russie soviétique est demeurée **socialiste** et, d'autre part, pareil "socialisme" s'accommode fort bien de l'oppression nationale, de la spoliation et même de la répression la plus cruelle comme celle de Budapest en 1956 ! Cette contradiction flagrante a sa logique : il s'agit de mettre sur **le dos du communisme,** comme système économique et social, toutes les horreurs en réalité imputable **au capitalisme et à l'impérialisme russes.** Pour atteindre ce but, les "spécialistes" du **Monde** ne dédaignent pas de redescendre de leur piédestal momentané d'historiens impartiaux pour retrouver, très à leur aise, le bavardage de la presse à sensation. Qu'ils aient le front d'affirmer que « Khrouchtchev eut tort de surestimer, **tout comme jadis Lénine et Trotsky,** la force de **contagion** de la révolution... », c'est déjà passablement d'impudence lorsqu'on vient de dire implicitement que la Russie, sous Staline déjà, avait **renoncé** à cette "contagion révolutionnaire" pour poursuivre ses seuls buts **nationaux.** Mais ajouter, à propos de « l'erreur » commise par K. en installant des fusées à Cuba, que « ce communiste convaincu qui avait promis aux impérialistes de "les enterrer tous", voulait plus encore épargner à l'humanité les horreurs d'une guerre nucléaire », c'est se moquer du public en prenant ses propres désirs pour des réalités. Il n'y a pas une seule colonne, dans les huit pages "russes" du **Monde** qui ne contienne au moins une illustration des préoccupations actuelles de la Russie : non pas révolutionner le monde bourgeois, mais s'y tailler une place confortable et reconnue : « La quinquagénaire a pignon sur rue... » ; « elle a soif de respectabilité », voilà ce qu'en dit **Le Monde.** Alors pourquoi cet entêtement à la présenter comme **communiste** et **révolutionnaire ?**

Il n'est pas très malaisé de le deviner. Il s'agit de consacrer **l'évolution sage** et **raisonnable** de la Russie contre-révolutionnaire afin de prouver que l'histoire contemporaine, quelles que soient les voies tourmentées qu'elle emprunte pour y parvenir, ne peut aboutir qu'à la **démocratie bourgeoise** comme forme éternelle de la société. **Octobre 1917,** dans cette acceptation, ce n'est rien d'autre que le **péché de jeunesse** de la nation capitaliste russe. D'où ce servile coup de chapeau des rédacteurs du **Monde** à ses dirigeants russes actuels : « Jamais, depuis qu'elle existe, l'Union soviétique n'a eu à sa tête **une direction plus sage,** plus consciente de ses responsabilités devant le genre humain ». D'où ce vif encouragement à persévérer dans cette voie : « Elle a beaucoup de mérite car, ni à Pékin, ni à Washington, on ne lui facilite les choses ». Après ce décret de progressisme et d'humanisme, il convient toutefois de formuler un discret rappel : la Russie a cependant « beaucoup à faire », elle est encore « prisonnière de son passé » ; elle aurait même « tendance à se répéter », « à rabâcher des formules, des mots d'ordre d'un autre siècle ». Et surtout il lui reste à opérer un « choix déchirant » entre les U.S.A. et la Chine, entre « la sainte alliance capitaliste » et la « révolution permanente ». Que les démocrates anxieux du **Monde** se méprennent sur le "révolutionnarisme" de **Mao, comme ils le firent autrefois sur** celui de Staline, **cela** compte peu ici. Il y a un point sur lequel ils ne se fourvoient pas : c'est celui de la meilleure utilisation de l'évolution russe comme **exorcisme** de la révolution. La possibilité de corrompre la classe ouvrière en utilisant le productivisme forcené de ces dernières décennies est aujourd'hui l'arme la plus puissante, la plus efficace du Capital et qui a fait ses preuves dans tous les pays occidentaux. Obtenir que les masses russes tombent à leur tour dans le même piège est un atout considérable pour la conservation sociale à l'échelle mondiale ; mais elle suppose une renonciation encore plus profonde de ces masses à l'égard de la tradition d'Octobre. Evoquant le choix à faire, pour la politique russe, entre Washington et Pékin, **Le Monde** écrit que « le premier **contredit catégoriquement** la philosophie de l'événement dont la Russie célèbre aujourd'hui l'anniversaire », mais que « le second ne contredit pas moins catégoriquement le mouvement d'une société aspirant **uniquement,** après un demi-siècle de gigantesques épreuves, à **un bonheur plus prosaïque peut-être que celui dont rêvaient les hommes d'Octobre, mais néanmoins bien mérité »** (souligné par nous). Voilà qui nous éclaire tout à fait sur la signification de l'engouement général de la presse bourgeoise pour le cinquantième anniversaire de la révolution russe. Ce « bonheur plus prosaïque » promis aux Russes, ce n'est rien d'autre au **fond que le sort du prolétariat** dans la société impérialiste : la concurrence mortelle entre ouvriers, l'esclavage des heures supplémentaires, le conformisme, le parasitisme social, pour aboutir en fin de compte à la crise économique internationale et à la guerre. Sur cette voie la Russie est déjà engagée, mais elle n'y a franchi encore que les premières étapes. **L'inciter à y** avancer davantage, montrer ce spectacle au prolétariat occidental, autrefois soulevé par **l'héroïsme bolchevique, afin de** lui montrer qu'ici bas « plus on change, plus c'est pareil » ; **détruire ce qui reste du fantôme** d'Octobre pour en faire à son **tour une icône inoffensive,** telle est la mission de ceux qui rendirent, le mois dernier, leur hommage empoisonné aux « dix jours qui ébranlèrent le monde ».

Nous assistons impuissants à **la savante et ignoble manœuvre,** tant est **efficace le défaitisme** général suscité par l'opportunisme de marque moscovite. Mais votre zèle, messieurs les journalistes bourgeois qui l'incitez à rompre davantage encore avec « la philosophie de l'événement » auquel vous avez apporté votre gerbe hypocrite, nous prouve que le feu couve sous la cendre des anniversaires galvaudés et qu'on ne peut indéfiniment immobiliser la force explosive du prolétariat : la génération prolétarienne à venir profanera vos hommages vénéneux à l'Octobre défunt en lui redonnant une vie flamboyante aux quatre coins de la planète.

Le " Socialisme " de gouvernement et les dockers

(Suite de la première page)

kers d'un employeur à un autre (au fur et à mesure que les câles d'un navire seront "terminées").

3) Réduction d'un tiers de l'effectif total des dockers anglais dans une période de quelques années.

On voit immédiatement tous les avantages que retireront les employeurs et le gouvernement d'un tel système ; les premiers en « faisant suer le burnous » des dockers mieux qu'auparavant (cf. point 2), Sa Majesté britannique, avec les points 1 et 3 en maintenant une disparité de salaires entre dockers de Londres et des autres ports — en cas de grève, dans l'un des ports, les distances des centres industriels aux principaux ports sont sensiblement égales en général, et le point 3 pour sa grande idée de reprendre une place honorable à la table internationale des profits du gangsterisme impérialiste. Il faut ajouter que les syndicats officiels étaient d'autant plus attachés à cette réforme que le point 2 permettait à un noyau de fidèles adhérents, supporters des centrales T.G.W.U., "les gars aux yeux bleus", de ne travailler que des marchandises faciles, tout en se faisant une semaine de salaire plus élevée que la moyenne des autres. Il serait trop long, là aussi, d'expliquer les raisons de l'existence de ce noyau favorisé, mais on peut dire que traditionnellement dans toutes les branches d'industries, on retrouve en Angleterre ce type d'aristocratie privilégiée.

Dès le début octobre, c'est-à-dire à peu près une semaine après le début de la grève, les syndicats officiels "concurrents" s'unissent à Londres et obtiennent des grévistes le retour au travail. Les grévistes de Liverpool, eux, serrent les coudes autour de leur comité de grève "non officiel" et envoient des délégués à Londres pour obtenir la poursuite de la grève, à la fois par solidarité et pour la poursuite des objectifs visés par la grève, à savoir le refus absolu du point 2, démasquant aussi les déclarations des syndicats officiels.

Les dockers de Londres décident alors de reprendre la grève et la poursuivront, avec des alternances numériques de plusieurs centaines suivant les jours, jusqu'au moment où nous écrivons.

A Liverpool, le comité "non officiel" conduit la totalité des 9.000 dockers jusqu'à la fin de la grève et le 30 octobre la reprise du travail est décidée, alors qu'une centaine de navires sont demeurés immobilisés plus de huit semaines, en échange d'un salaire minimum pour 40 heures de travail par semaine de 17 livres. Il faut noter que les accords dits de stabilisation de l'emploi des dockers (les trois points cités plus haut) ne sont donc révisés que pour le point 1 et nous y reviendrons.

A Londres, les efforts conjugués des commissions d'enquête mises sur pied par le Ministre du Travail, les appels et les manœuvres des syndicalistes officiels réussissent à provoquer l'effritement de la grève ; cependant, une augmentation d'environ une livre en moyenne par semaine a déjà été acquise, par rapport au fameux plan accord ratifié par le T.U.C. le 12 septembre dernier.

Il n'est pas question pour nous de nier le succès immédiat remporté par les dockers anglais au cours de cette bataille livrée dans des conditions difficiles puisque le front unique des exploiteurs, de l'Etat-patron et des soi-disant représentants de la classe ouvrière était sans faille. Il n'est pas non plus douteux que la nouvelle brèche faite par une section du prolétariat anglais dans la sordide complicité entre syndicats d'Etat et gouvernants "ouvriers" servira d'exemple à d'autres catégories de prolétaires. De même l'expérience d'une action commune, sortie de l'échelon local et organisée aussi bien dans deux grands centres, ne sera pas oubliée.

Deux éléments cependant retiennent l'attention dans ce conflit : l'un est l'importance de l'enjeu, l'autre l'extraordinaire confusion politique dans laquelle continuent de baigner, depuis l'arrivée au pouvoir en Angleterre des travaillistes, les partis et les groupes d'opposition au travaillisme anglais, meilleur gérant actuel du capitalisme.

Nous avons montré l'objectif que se propose d'atteindre Wilson en matière de développement des installations portuaires aux dépens de la main-d'œuvre humaine. Cet objectif général, correspondant au développement tout aussi général des techniques de transport maritime et de manutention des marchandises dans les ports, non seulement la magnifique lutte des dockers ne le contrecarre pas, mais en l'absence d'autres luttes qui devront alors se déplacer du terrain économique au terrain politique, risque tout simplement de précipiter une évolution inévitable dans le cadre du capitalisme. Nous nous garderons ici de pronostiquer des événements et de tirer des conclusions trop hâtives. Mais il nous faut affirmer qu'en soi, des mouvements tels que celui que nous avons décrit trop peu, n'ont pas la signification que veut lui attribuer tout un arc-en-ciel de groupes démocratiques, immédiatistes et en définitive contre-révolutionnaires.

Il existe en effet en Angleterre (comme en France) une floraison de groupes, expressions d'un début de prise de conscience certes, mais dont l'analyse politique ignore que la première force, et la seule, capable de lancer l'assaut de la première en date des citadelles du capitalisme international, c'est le parti politique de classe et que c'est à sa reconstruction, en dehors de toute influence démocratique et précisément "labouriste" que les militants ouvriers doivent se consacrer, s'ils veulent, comme nous, abattre le capitalisme international.

STALINISME et TROTSKISME

- IV -

La défaite internationale de la révolution d'octobre

Le thème central de notre étude est le suivant : la révolution russe d'Octobre 1917 n'est nullement une *épopée nationale* visant à instaurer le socialisme dans la seule Russie, mais la première bataille victorieuse d'une *guerre internationale entre les classes*. Ce trait fondamental, nous l'avons déjà souligné dans notre article précédent en invoquant le témoignage irréfutable de Lénine. Nous avons montré que le pouvoir bolchevique, en raison du caractère international de la révolution russe, avait deux fronts à tenir. A l'intérieur, à cause de l'extrême arriération de l'économie russe et des destructions provoquées par la guerre, ce pouvoir, sans avoir la faculté d'entreprendre des mesures sociales réellement socialistes, devait s'assurer l'appui d'une gigantesque masse paysanne en faveur de laquelle il ne pouvait guère effectuer que de timides tentatives de modernisation de la technique productive et de ranimation du marché. Il s'agissait avant tout de permettre à la Russie soviétique de manger, de produire, de vivre : seul moyen de conjurer une contre-révolution menaçante qui mûrissait déjà dans le délabrement économique, à l'affût de toute explosion de mécontentement social. A l'extérieur, il fallait organiser la lutte du prolétariat international contre l'impérialisme encore indemne, arracher au moins à ce dernier l'Allemagne super-industrialisée dont l'aide technique et militaire était, pour la Russie d'Octobre, la seule chance d'éviter l'asphyxie économique ou la victoire — armée ou non — de la contre-révolution.

Au moment où se dessinaient les prémisses de la contre-révolution dite stalinienne, la situation de la lutfte prolétarienne internationale était déjà fort compromise. Cet état de fait devait nécessairement influer de manière décisive sur la lutte que se livraient, à l'intérieur du parti et de l'Etat russes, la minorité fidèle à Lénine et la force politique, aux contours encore mal définis, mais sans cesse grandissante, qui avait déjà délibérément abandonné la perspective de la révolution internationale. Cette force, l'Opposition de gauche russe groupée autour de Trotsky, devait l'affronter sur les deux terrains, intérieur et extérieur, où se jouait le sort de la révolution et du socialisme. Magnifique de courage, elle commit pourtant de lourdes fautes. C'est le côté négatif de ce patrimoine inégal qui constitue aujourd'hui le seul fondement théorique du "mouvement trotskiste". En décrétant foncièrement *socialistes* des mesures juridiques dans lesquelles Lénine ne voyait que l'effet de *tendances* au capitalisme d'Etat, en refusant de dresser le bilan de faillite de la *tactique* communiste internationale, en reconduisant mécaniquement cette tactique en dehors de toute considération de rapport de forces, le trotskisme n'a réussi qu'à *théoriser les* fautes de l'Opposition russe, sans même parvenir à se prononcer clairement sur ce qu'est aujourd'hui devenue la Russie. Il semble que cette position soit arrivée à un point limite puisque les différentes tendances du trotskisme actuel ne se délimitent plus que par leur *choix différent* dans leur recherche commune d'un "Etat socialiste" qui ne soit pas, ou pas trop, corrompu par la "dégénérescence bureaucratique". Nous n'avons cure de participer au débat qui déchire ce qui subsiste, organiquement, de l'héritage politique du malheureux Trotsky. Mais nous avons à cœur de jeter le plus de lumière possible sur le fait historique colossal qui domine toute l'histoire du siècle.

Chaque aspect de la contre-révolution stalinienne et de la liquidation du mouvement communiste international doit être replacé dans son contexte : en 1917 il ne s'agissait pas d'une impossible transformation socialiste de l'archaïque économie russe, mais de conserver un pouvoir qui constituait le plus ferme appui de la révolution européenne encore à faire. Sur le plan de la lutte internationale qui, victorieuse, aurait permis en Europe occidentale la réalisation massive de mesures socialistes immédiatement possibles, la critique des décisions et opérations *tactiques* doit être la plus sévère et la plus fructueuse, puisque c'est sur ce terrain, et seulement sur celui-là, que le prolétariat et le socialisme ont finalement perdu la partie.

Les années héroïques

L'*initiative* de l'insurrection d'Octobre ne peut se comprendre que dans la perspective d'une proche révolution internationale gagnant au communisme au moins les plus importants pays européens. Cette révolution n'était pas simplement un vœu, un "espoir" dans la conception de Lénine, mais l'élément de toute la prévision, la clef de voûte de toute la construction théorique. C'est le point central des fameuses "Thèses d'Avril" : la classe ouvrière russe épaulée par la paysannerie a brisé en un *point géographique* déterminé le cercle de fer de la domination *mondiale* du capital : que ce soit le signal d'une révolte générale contre cette domination ! Cela, l'idéologue philistin le pressent si bien, au moins dans son inconscient que, cinquante ans après, il s'efforce encore, par mensonge ou par omission, d'exorciser le fantôme de la révolution communiste européenne battue et oubliée !

Si l'extension de la révolution communiste est l'objectif numéro un de la politique bolchevique, toutes les questions intérieures russes lui sont subordonnées : renforcer la Troisième Internationale, généraliser le défaitisme révolutionnaire, surtout en Allemagne, encore en guerre et minée par la révolte sociale. Effectivement, à Brest - Litovsk, durant les pourparlers d'armistice et alors que le gouvernement des Soviets doit accepter les conditions les plus dures et les plus humiliantes, c'est aux soldats allemands, par-dessus la tête de Ludendorf, ahuri et scandalisé, que les plénipotentiaires russes, adressent un vibrant appel à l'*insurrection*. Il est bien visible alors que l'organisation économique interne de la Russie, pour urgente qu'elle soit, passe au second plan. L'emprise prolétarienne sur les forces économiques est plus que modeste : au maximum, le *contrôle ouvrier* sur la production. Le combat dont l'issue conditionne les mesures ultérieures, celles-là véritabement *socialistes*, se livre ailleurs. C'est en Allemagne, et dans tous les pays de l'Europe incandescente, que les deux "catégories" antagoniques, capitalisme et socialisme, se livrent une lutte à mort. La Russie soviétique pourra envisager un socialisme pas trop lointain seulement en cas de victoire sur ce terrain.

Cinq ans après l'insurrection d'Octobre il apparaît pourtant que la lutte internationale a été totalement défavorable au communisme. Le prolétariat européen a perdu successivement chacune de ses batailles insurrectionnelles. Le premier échec, le plus lourd de conséquence, se produit dans l'Allemagne de 1919. Les spartakistes, mal préparés, ne peuvent s'opposer au soulèvement prématurée de Berlin qui, isolé, est immédiatement écrasé par les corps francs de Noske, la canaille social-démocrate en qui la bourgeoisie allemande a placé tous ses espoirs. Les communistes allemands, dont les deux chefs, Liebknecht et Luxembourg, sont assassinés, paient lourdement leur rupture trop tardive avec la social-démocratie. En août de la même année, c'est la république des Conseils de Hongrie qui est également noyée dans le sang. L'année suivante, en Italie, deux mois de grève générale avec occupation d'usines font trembler le gouvernement bourgeois. Mais le parti communiste n'est pas encore formé, les sociaux-démocrates piétinent sciemment, les hommes d'Etat de la bourgeoisie italienne laissent habilement passer l'orage jusqu'au retour à "l'ordre normal" des choses, se réservant de prendre leur revanche plus tard, grâce au fascisme mussolinien. En 1921, la grève générale insurrectionnelle tentée en Allemagne centrale se solde par un autre échec. En septembre 1923, nouvelle défaite de l'émeute, cette fois en Bulgarie, tandis qu'en octobre de la même année, la débacle d'une seconde tentative révolutionnaire en Allemagne marque la fin de la phase tourmentée durant laquelle la révolution européenne semblait près de devenir une réalité.

Entre temps, l'Etat prolétarien russe a dû, bon gré, mal gré, s'engager plus avant dans les tâches de *gestion économique*. Lénine, tendu vers l'éclatement de la révolution allemande, eût préféré les laisser à la charge d'authentiques capitalistes. Mais, devant la carence de ces derniers et devant la désertion des capitaux occidentaux vainement sollicités, il fallut bien trouver des "solutions" dont l'*empirisme* était la principale règle. Ce dernier caractère du "socialisme russe", dans les diverses publications produites à foison en cette année de cinquantième anniversaire, n'apparaît pas, ou très discrètement. Cela nous choque peu ; mais parmi les victimes des *étiquettes* de ce socialisme frauduleux, il nous faut ranger les trotskystes qui continuent imperturbablement à voir du socialisme partout où il y a planification... pourvu qu'on y trouve une quelconque parodie de "conseils ouvriers" ou de "démocratie prolétarienne" ! Il faut donc le répéter jusqu'à l'ennui : aucune des politiques économiques adoptées par le pouvoir soviétique durant cette phase héroïque de la révolution d'Octobre n'a franchi la frontière *qualitative* qui sépare le capitalisme du socialisme. Qu'il s'agisse du *communisme de guerre*, ce régime de "forteresse assiégée", dont Trotsky a dit qu'il était bien davantage "une opération militaro-industrielle" qu'une politique économique ; qu'il s'agisse de la N.E.P. qui lui succéda en rendant au capitalisme privé certaines de ses prérogatives, il n'est jamais question d'une succession — harmonieuse ou heurtée, peu importe — de *mesures socialistes*, mais uniquement d'expédients économiques permettant à la Russie de "tenir" jusqu'à la victoire escomptée du prolétariat communiste international.

Ceci ne veut pas dire que ces phases et tournants économiques n'eurent pas de conséquences considérables sur l'alignement des forces sociales en Russie et sur la vie politique du parti. Cela signifie simplement qu'ils étaient inévitables et qu'on ne peut donc les considérer comme *critère central* de la dégénérescence du pouvoir prolétarien. A vouloir tirer, de ce domaine étroit et sans issue des "conditions russes", un enseignement valable pour l'avenir, on ne peut que se fourvoyer. Ainsi les trotskystes, invoquant le fait indubitable que la "fraction stalinienne" s'est emparée du pouvoir et a massacré ses opposants, en déduisent que la révolution à venir sera garantie contre tout "stalinisme", si elle reconnaît, dans le parti, le droit à l'existence de *fractions*. Or l'apparition de fractions, dans le cas précis du parti russe est déjà le symptôme d'une crise qui n'a pas de solution à l'*intérieur des frontières russes*. La constitution de fractions, dans l'histoire du mouvement ouvrier, est apparue plusieurs fois comme une nécessité inévitable. Son but ne fut jamais d'assurer un "meilleur fonctionnement" du parti, mais de faire éclater le parti existant et considéré déjà comme *perdu pour le prolétariat* : le "scissionisme" est une opération chirurgicale et non une thérapeutique ou une hygiène quotidiennes du parti.

Il est exact que les concessions faites aux classes non-prolétariennes par le pouvoir bolchevique au fur et à mesure que s'éloignait la révolution internationale, déterminèrent des conséquences sociales extrêmement dangereuses et que bon nombre de militants s'en émurent. Mais il suffit d'examiner rapidement le programme des "oppositions" qui se manifestèrent dans le parti avant la mort de Lénine pour se convaincre qu'elles n'exprimaient nullement la "bonne solution" aux "problèmes internes" de la révolution russe mais, bien au contraire, l'*absence de toute solution* possible à ces problèmes. L'*Opposition ouvrière* voulait confier au syndicat le rôle qui, dans la théorie marxiste, est dévolu au parti : elle réduisait ainsi le rôle du prolétariat russe — dont la mission, suivant la prédiction de Marx, avait été de "soulever la classe ouvrière d'Occident" — à celui d'une *catégorie économique nationale*, défendant ses seuls intérêts immédiats, et par surcroît au sein d'un société qui, en raison de son "arriération", ne pouvait les satisfaire! Quand à l'Opposition du *centralisme démocratique*, elle ne possédait d'autre recette, contre le non-fonctionnement du parti sous le poids des charges économiques et militaires, que la banale et usée "consultation des masses", que Staline, par ironie du sort, devait réaliser plus tard en ouvrant les rangs du parti à des masses politiquement incultes... et à la contre-révolution.

Bien des armes rouillées du démocratisme actuel des trotskystes proviennent de ce vieil arsenal, honorable mais stérile, des premières oppositions russes. Il apparaît pourtant que les maux contre lesquels ces oppositions voulaient lutter venaient exclusivement de la situation économique désastreuse de la Russie des années 1920. Mettez l'abondance à la place de la pénurie grâce à la victoire de la révolution communiste allemande et ces maux disparaissent *ipso-facto* ; mais aussi la valeur des remèdes proposés : impuissants d'abord, inutiles ensuite. En réalité, ni l'opposition ouvrière, ni celle du centralisme démocratique n'apportaient de réponse aux tares dénoncées : cette réponse n'existait pas, ou plus exactement dépendait d'événement *extérieurs à la Russie*.

(A suivre.)

LE MANS...

(Suite de la première page)

hélicoptère ne cessant de survoler la ville. Chacun ici parle des manifestations de 1966, des 7.000 du 17 mai, qui s'étaient déroulées dans le calme (souligné par nous, NDR) » (Humanité du 27 octobre 1967). Allez-y de vos larmes charognes, pleurez, regrettez tout ce que vous voulez, ce n'est pas nous qui vous donnerons des mouchoirs. Si l'on doit vous donner quelque chose, ce sera des coups de pied au cul. Mais nous, communistes révolutionnaires, nous dirons ceci :

« Prolétaires du Mans, vous vous êtes vaillamment battus contre les forces de l'ordre bourgeois ; vous n'avez pas voulu baisser la tête sans combattre comme l'ont fait vos dirigeants syndicaux ; vous avez montré que toute fierté de classe n'était pas morte. Nous saluons en vous l'éveil des forces prolétariennes révolutionnaires de demain.

Vous avez ouvert la brèche dans l'infâme collaboration de classe et le respect de l'ordre, mais votre tâche ne fait que commencer. Vous devez tirer les leçons de cette journée du 26 octobre. Vous devez prendre conscience de la trahison systématique de vos luttes passées, présentes et à venir par vos dirigeants syndicaux actuels. Vous devez prendre conscience que dans toute lutte revendicative économique ou politique, il y a deux forces en présence : le Travail et le Capital, le Prolétariat et la Bourgeoisie avec ses larbins, que l'issue de toute lutte dépend du rapport de ces forces. Vous devez prendre conscience que toute phase de lutte, quelle qu'elle soit, doit être une démonstration de force. Et toute démonstration de force de classe passe par le renversement des mots d'ordre pacifistes, collaborationnistes, et de ceux qui les lancent. Vous devez vous donner des chefs capables de diriger des luttes de classe et non des pantins qui ne pensent qu'à s'asseoir à la même table que les patrons. Vous devrez prendre conscience que toute lutte de classe digne de ce nom débouchera sur la revendication suprême : la prise du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat, la destruction du Capital et l'abolition du salariat, en un mot la révolution prolétarienne. Car il n'y a rien de ce que le Prolétariat prend à la Bourgeoisie que cette dernière ne veuille reprendre et vice-versa. Les intérêts de ces deux classes sont inconciliables.

Il n'y a qu'une seule alternative : ou l'acceptation passive de la dictature du Capital (exploitation salariale accrue, licenciements, chômage, crises, guerres) ou la dictature du Prolétariat (abolition de la première et de toutes ses conséquences) ».

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1967

Liste N° 10

X..., 6,60 ; Claude, Soutien, 8 ; Suzanne, 10 ; Salut à Claire, 10 ; Salut à la petite de Robert, 10 ; Français, 1,10 ; Alain, 10 ; Georges, 10 ; Dominique, 10 ; Paris, 10 ; Claude, 10 ; Serge, 10 ; Daniel, 10; JP, 10 ; Adieu a Bruno, 50 ; Raymond, 4.05 ; Pierre, 10 ; Robert, 10 ; Vincent, 10 ; Mathieu, 10 ; Antoine, 10 ; Fred, 10 ; Luc, 10 ; Simon, 10 ; Théo, 3 ; R. et R., 10 ; René, 10 ; Louis, 10 ; Lucien, 10 ; François II, 10 ; P.S., 0,50 ; Meziane salue les camarades, 40 ; Libertino, 10.

Total liste N° 10 ..	372,15 F.
Total précédent ..	4.608,35 F.
Total général	4.980,50 F.

DU ROMANTISME REVOLUTIONNAIRE

(Cet article avait été écrit pour notre numéro d'octobre ; le manque de place, puis la publication du numéro spécial sur la révolution russe nous ont contraint d'en retarder la parution. A deux mois de distance, l'importance des arguments traités reste bien entendu la même, quelle que soit l'eau qui a passé, depuis, sous les ponts de l' "actualité"... »)

Revendiquer l'emploi de la violence ne suffit pas plus à faire un marxiste que reconnaître l'existence de la lutte de classe : même le révolutionnaire national-bourgeois revendique la première et admet la seconde, sans toutefois la préconiser pour la classe opprimée. « Celui qui ne pousse pas la reconnaissance de la lutte de classe » (dont la violence fait indissolublement partie) « jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat » n'est pas marxiste, car il reste étranger à la conception du processus d'ensemble qui mène à cette dictature, à sa signification dans le cadre de la lutte internationale de la classe ouvrière, au rôle du parti dans la conquête et l'exercice du pouvoir, à la terreur rouge contre les survivances de la classe ennemie à l'intérieur et les attaques de la bourgeoisie internationale à l'extérieur, et enfin aux « mesures despotiques » dans les rapports de propriété et les formes de production, destinées à jeter les bases, toujours dans le cadre et en fonction de la révolution mondiale, de l'économie socialiste. Proclamer l'emploi de la violence, c'est beaucoup pour le bourgeois "romantique" ; c'est trop peu pour le marxiste. Sans doute celui-ci peut-il, et même doit-il en général, reconnaître chez le premier des qualités "morales" qui le rendent respectable, alors que ne le sera jamais le prédicateur de la non-violence, mais un adversaire respectable ne cesse pas un instant d'être un adversaire.

Dans un article sur la théorie de la "guérilla" conçue comme dernière ressource ou, comme disent les journalistes, "troisième voie" du soi-disant communisme d'aujourd'hui, qui est paru dans le n° 39 de notre revue internationale "Programme communiste" en même temps qu'une réponse nette et forte à une lectrice algérienne, dans un autre article également, publié dans ces colonnes (N° 44), notre Parti a largement développé la critique de l' "anti-impérialisme bourgeois". Sous diverses formes, il consiste à substituer à la lutte de classe naissant de l'antagonisme fondamental entre capital et travail, une lutte à caractère national et même une lutte entre Etats constitués, surgissant des rapports, que l'on veut considérer comme décisifs du point de vue de la révolution sociale, entre pays sous-développés "progressistes" et pays développés impérialites. Cela revient finalement à prétendre détruire cette manifestation extrême du capitalisme qu'est précisément l'impérialisme, sans attaquer et abattre le capitalisme lui-même, avec toutes ses structures. Nous avons défini la position des Castro et des Guevara, derniers "apostats" de la Sainte Famille moscovite, comme un « stalinisme honteux », une tentative d'assaisonner la vieille plateforme politique stalinienne avec le piment "héroïque" de la guérilla puisé dans le romantisme anarchiste qui conçoit la révolution comme la « multiplication de coups de main armés de minorités décidées, **indépendamment de la lutte de classes** ».

Ce dernier aspect (nous ne reviendrons pas ici sur les autres) apparaît plus nettement encore à la lecture des écrits dans lesquels l' "homme du jour", Régis Debray, a donné, pour le plus grand profit de ses éditeurs français et italien une forme "théorique" aux mots d'ordre castristes et guevariens. Ici, tout le "lest" programmatique du stalinisme est pieusement conservé ; on retrouve intégralement son contenu populaire démocratique, national, inter-classiste et donc radical-bourgeois ou, au maximum, réformiste.

Rien n'est renié de l'enchaînement historique qui, du "socialisme en un seul pays", a abouti au légalitarisme, au démocratisme, à la collaboration entre les classes, au "polycentrisme". Bien au contraire, la théorie en question est fille légitime de tout cela, c'est une de ses "cent fleurs" et une fleur spécifiquement latino-américaine. Une seule différence : la voie d'accès n'est plus la coexistence prêchée par Moscou, mais celle du "heurt", à l'échelle mondiale, entre les pays du "camp socialiste" — spécialement s'ils sont "arriérés" — et l'impérialisme personnifié par les Etats-Unis. Parallèlement, à l'intérieur de chaque pays on ne preconise plus la voie du légalitarisme chère aux divers P.C. plongés jusqu'au cou dans les compétitions électorales, mais la guérilla ou, si l'on préfère, un mouvement de partisans adapté à des conditions "spécifiques", inconnues des pays de "civilisation" bourgeoise plus ancienne.

Malgré les prétendues "mises à jour" dont on se vante, comme cela est rituel pour des staliniens, même en rupture de ban, l'idéologie dont se pare cette réincarnation de l'opportunisme est loin d'être nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il n'y a aucune raison de mettre en doute la sincérité du dégoût d'un "Che" Guevara ou d'un Debray pour la corruption, la lâcheté, l'inclination au marchandage et au compromis, le conformisme des partis "communistes" officiels en Amérique latine (mais sont-ils différents ailleurs ?), de même qu'il n'y avait aucune raison, au début de ce siècle, de douter de la sincérité de la réaction anarcho-syndicaliste et de son théoricien Sorel, devant la corruption gradualiste et réformiste. Mais les "barbudos" ne se demandent pas (en admettant qu'ils le puissent ou le veuillent) si cette dégénérescence n'est pas la conséquence **nécessaire** du passage de Moscou dans le camp du minimalisme démocrate et populaire, ni donc si le seul moyen d'en sortir n'est pas de revenir aux fondements même du marxisme, — de même que les anarcho-syndicalistes ne se demandaient pas s'il ne fallait pas simplement, pour vaincre le réformisme, retrouver la voie qu'il avait abandonnée. Les uns et les autres découvrent au contraire une nouvelle recette métaphysique pour guérir un embourgeoisement qui reste pour eux de nature essentiellement **morale,** et cette recette, c'est la **violence en soi et pour soi,** jouant le rôle de flamme purificatrice ; la violence comme catégorie ou, pour reprendre les termes de Sorel, comme **mythe ;** la violence **quelle qu'elle soit,** exercée par n'importe qui et dans n'importe quel but — qui, du reste, se trouve être invariablement celui de la classe dominante.

Mais ne faisons pas trop de tort aux anarcho-syndicalistes : les Debray et compagnie ne sont pas même à leur niveau ! Dans l'irrationalisme fumeux, oscillant entre le romantisme et le cynisme, de Georges Sorel, la violence avait le prolétariat pour protagoniste ; là encore, il s'agissait d'un mythe, d'une idéalisation, mais qui prenait corps dans des formes de lutte (et d'organisation) sur le front de la lutte des classes. Dans l'irrationalisme fumeux, additionné de romantisme éthique et de technique militaire, d'un Régis Debray, la violence n'est pas exercée par le prolétariat — personnage absent de sa vision historique — et **pas même** par le peuple, mais par l'**individu** qui « se donne à la montagne » en s'alignant sur un front qui n'est pas celui de la guerre des classes, mais bien celui d'une « guérilla nationale », aux côtés de cent ou mille autres individus qui, peu importe l'idéologie qui les a inspirés, ont "choisi" la même voie. Pour Sorel, la violence "rédemptrice", arme du prolétariat, a son point culminant dans la grève générale ; pour Debray, son exercice efficace suppose l'abandon de toute action prolétarienne de masse et la fusion du prolétariat dans le magma indistinct des "élites" romantiques. Sorel idéalisait la grève générale d'une façon mystique ; Debray la chasse de l'idéologie et de l'histoire comme une forme d' « autodéfense économique » méprisable, nécessairement ouverte à l'infection minimaliste et au compromis : la grève est défensive, donc intrinsèquement conformiste; la guérilla est offensive par nature, donc essentiellement subversive. (Faut-il rappeler que l'ont dit la même chose en 1914 de la guerre mondiale ?) De la constatation que les partis traditionnels sombraient dans la corruption et suaient la lâcheté, les anarcho-syndicalistes déduisaient que le parti politique devait disparaître de la scène pour céder la place au syndicat ; les romantiques à la Debray liquident à la fois le parti et le syndicat pour les remplacer par les "commandos" de partisans et aggravent encore la situation, du point de vue de la lutte de classe, en tirant de l' « expérience sud-américaine » ce syllogisme de type... sociologique : les vieux partis crétinisés ont leur siège à la ville ; **donc** la ville crétinise ; donc la violence ne peut exercer sa fonction régénératrice qu'en fuyant la ville comme la peste pour se terrer dans les bois et les champs, c'est-à-dire en coupant, même physiquement, tous les ponts avec la classe ouvrière, inévitablement concentrée dans les grandes agglomérations industrielles urbaines, et en cherchant appui, au maximum, dans la paysannerie dispersée. (Une variante, en somme, de la "Longue Marche" de Mao, avec les mêmes effets catastrophiques sur le mouvement prolétarien de classe.) Et des gens de cette sorte prétendraient reconstruire l'Internationale communiste ! ! !

Pour le marxisme, la violence est une violence **de classe** ; c'est le prolétariat qui l'exerce, contraint d'y recourir sous l'effet de poussées déterminées par le sous-sol économique ; et l'organe qui la **dirige** est le parti. Dans la mystique de la guérilla, la violence est exercée par des **individus** poussés à s'unir par un élan moral (ou par l'**élan vital ?**), par l'ardeur patriotique, par la volonté générique de "faire la révolution" et autres choses semblables. Elle n'a pas besoin d'un organe de direction ; elle se dirige d'elle-même, parce que « la guérilla est **le parti en gestation** ». Elle n'a donc pas de programme : prenez les armes, le programme vous le trouverez en cours de route. Mais il est facile, pour des marxistes, de comprendre ce que finira par être un programme dont on prétendrait abandonner l'élaboration à la mystérieuse indétermination de la violence. Ce programme, le voici : « Nulle part — écrit Debray dans "Révolution dans la révolution ?" — la guérilla n'a prétendu former un nouveau parti ; elle vise bien plutôt à **effacer en son sein toutes distinctions de partis ou de doctrines entre les combattants.** Ce qui unifie, c'est la guerre et ses objectifs politiques immédiats. Le mouvement guérillero commence par faire l'unité chez lui, autour des tâches militaires les plus urgentes, qui sont déjà des tâches politiques : l'unité des sans-parti et de tous les partis représentés chez les guérilleros. La plus décisive des définitions politiques, c'est l'appartenance à la guérilla, aux Forces Armées de Libération. Ainsi, peu à peu, cette petite armée **fait l'unité par la base de tous les Partis,** au fur et à mesure qu'elle croît et qu'elle remporte ses premières victoires. »

Le but est donc **l'unité indifférenciée de tous les partis, le front populaire, le bloc national** "anti-impérialiste". Castro peut bien s'écrier : « La révolution ou la mort », son mot d'ordre reste en fait : « La Patrie ou la mort ». Et comme dans cette nébuleuse où s'agitent des éléments de sorélisme, d'anarchisme et d'idéalisme romantique, les mots et les idées qu'ils devraient exprimer ont perdu toute valeur définie pour devenir de simples formes dans lesquelles n'importe quel contenu peut être déversé du sein très fécond de la guérilla, rien n'empêche d'appeler "socialiste", dans le plus pur style moscovite, la plus nationale, la plus patriotique, la plus démocratique et la plus réformiste des "révolutions". Castro et Debray sont experts en la matière, et le second peut déclarer sans autre démonstration que « si l'idéologie de l'Armée Rebelle cubaine n'était pas marxiste, l'idéologie des nouveaux états-majors l'est clairement (bien heureux celui qui est si clairvoyant !), comme est clairement socialiste et prolétarienne la Révolution qu'ils se fixent pour but. »

La boucle est bouclée : révolution nationale = révolution socialiste, et vice versa. Et l'on cherche à faire passer tout cela pour une application de la perspective léniniste d'union entre prolétariat et paysannerie dans les révolutions doubles et comme prologue radieux de... l'Internationale future !

Concluons. L'Amérique latine est en effervescence, et nous ne serons pas de ceux qui considèrent avec un mépris doctoral les mouvements convulsifs qui, sous la pression impérialiste, agitent son sous-sol social. Mais nous ne combattrons pas moins durement pour cela les "formules" qui, se superposant à la poussée de révoltes spontanées, empêchent les formations de classe de se délimiter, de se définir et, enfin, d'emprunter **leur** voie. Les masses du monde entier n'ont pas besoin de leçons d'héroïsme ni d'exhortations morales pour aller à la révolution. Elles ont besoin de mots d'ordre clairs qui leur indiquent la route à suivre pour frapper sûrement et définitivement l'ennemi. Ce qu'attendent les masses prolétariennes d'Amérique du Sud (ou d'Asie et d'Afrique), ce n'est pas une version guerrière, flamboyante et romantique d'un front commun entre les classes, mais l'indication d'une voie fermement tracée en dehors des "blocs" inter-classistes et des rassemblements hétérogènes de partis, de classes, demi-classes ou, pis encore, Etats. Cette exigence ne peut être satisfaite à l'échelle nationale, mesquine, stupide et que l'impérialisme détruit lui-même dans sa marche irrésistible. C'est une tâche internationale du prolétariat, car son parti ne peut être qu'international. Sans cet organe fondamental, pas même les révolutions nationales ne pourront aller jusqu'au bout, car elles ne peuvent le faire, comme Marx et Lénine nous l'ont enseigné, que sous la direction du prolétariat guidé par son parti de classe. Sans lui, sans son programme, il ne peut y avoir, à plus forte raison, de révolution communiste.

Toute autre solution est une tromperie, et tromper la classe qui lutte pour briser ses chaînes est une trahison.

Le P.S.U., le chômage et l'expension

Le 14 novembre dernier, le P.S.U. a organisé, dans le 13e arrondissement de Paris, un grand meeting à propos du chômage. Après avoir montré l'aggravation du chômage, les orateurs ont cherché à l'expliquer et ont proposé leur "contre-plan" : l'expansion.

Dans ces discours, le P.S.U. a ouvertement montré sa nature **réformiste.** Refusant de voir dans l'alternance expansion - crise le fonctionnement "normal" du capitalisme, il attribue la stagnation ou la récession économique à une "politique délibérée" ; incapable de comprendre les contradictions de la production capitaliste, il refuse de voir l'opposition des classes sociales et cherche désespérément les moyens de relancer l'économie capitaliste.

Mais, à l'époque impérialiste, le réformisme débouche directement sur le fascisme, et de fait, le P.S.U. ne vise qu'à faire adhérer les prolétaires aux impératifs de l'économie bourgeoise : développement accru de la production. Il cache soigneusement aux ouvriers que cette fameuse **expansion** signifie leur **exploitation accrue,** puisqu'elle exige qu'une part plus grande du produit de leur travail soit accumulée sous forme de capital et **prépare de nouvelles crises.**

Le secrétaire national du P.S.U. a parlé avec un certain dédain de la "gauche" qui a été au pouvoir en 1936, 1945, 1953. Certes, cette "gauche" n'a pas réalisé son programme démagogique et utopique. Mais elle a joué à la perfection son **véritable** rôle : soumettre le prolétariat aux exigences bourgeoises. Et le P.S.U. se prépare dès maintenant à jouer le même rôle, mieux encore si possible.

Que dira le P.S.U. si des revendications ouvrières mettent en danger sa chère expansion ? Il dira comme le P.C.F. en 1945 : "Produisez d'abord, vous revendiquerez à la Saint Glinglin".

Que fera le P.S.U. si les ouvriers revendiquent quand même? Il fera comme la S.F.I.O., comme Jules Moch : il enverra les C.R.S. taper sur les grévistes.

Que fera le P.S.U. qui conteste au prolétariat sa vocation révolutionnaire, qui déclare : « C'est fini, l'époque où les ouvriers prenaient le fusil », que fera-t-il, hein, lorsque poussés par la violence de la crise et des conflits sociaux, les prolétaires prendront les armes et lutteront pour leur révolution de classe ? Il fera comme **tous** les réformistes, comme les Noske et les Scheidemann : il prendra les armes... pour défendre la bourgeoisie contre le prolétariat. Et dès aujourd'hui, tous ses efforts visent à empêcher qu'à travers la crise, les prolétaires prennent conscience de leur opposition de classe radicale aux intérêts de l'usine, de l'expansion, du "peuple" et de la nation.

Un de nos camarades est intervenu dans la discussion pour dénoncer la nature social-fasciste du P.S.U., et dans la mesure où il pouvait parler, opposer à cette politique la position communiste : non pas replâtrage de la société bourgeoise, mais utilisation de ses contradictions pour retrouver les positions de classe du prolétariat, seule possibilité à la fois de mener des **luttes efficaces pour des revendications immédiates** et de faire de ces luttes une **mobilisation de classe pour la conquête du pouvoir.**

Les dirigeants P.S.U. ayant raillé notre "inexistence", ce camarade a rappelé qu'en 1914, par exemple, seule une poignée de militants s'est opposée au social-patriotisme, mais que quelques années plus tard, des millions d'hommes ont rejoint les positions qu'elle défendait. Aujourd'hui, nous ne sommes qu'une poignée, mais les positions que nous défendons aujourd'hui seront nécessairement demain celles de millions de prolétaires.

Le but d'une telle intervention n'est évidemment pas de convaincre des messieurs du P.S.U., mais d'éclairer les ouvriers et jeunes militants que le pseudo-réalisme et le pseudo-socialisme de ce programme pourraient séduire sur son contenu de classe réel et de leur montrer la voie révolutionnaire. Comme notre intervention ne pouvait être que très brève et insuffisante, nous avons vendu **Le Prolétaire** à la sortie, avec un résultat non négligeable.

Errata

Dans le numéro 48, p. 2, une interversion de lignes a rendu le premier paragrahe de **Mort et résurrection d'Octobre** incompréhensible.

Il fallait lire lignes 3 - 5 : « **...La vision aliénée que la classe ouvrière, en tant que classe de la société bourgeoise, se fait fatalement de sa propre histoire...** »

Lignes 10 et 11 avant la fin du paragraphe, il fallait lire : « **...Quant à cette dissolution bourgeoise, elle éclate dans les paradoxes du cinquantenaire...** ».

Page 6, les quatre dernières lignes de **Le Parti prolétarien devant la défaite** étaient en réalité placées avant les mots d'ordre en capitales terminant le paragraphe **Programme immuable de la reprise.**

Enfin, à la dernière ligne, il fallait lire évidemment **Octobre 1917,** et non pas **1927 !**

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
MARSEILLE (Xme)

Distribué par les N.M.P.P.